



## SIG : Responsabilités à assumer

Les récentes prises de position du collège des Commissaires européens qui concernent les services d'intérêt général sont inquiétantes et témoignent d'une contradiction entre le discours général de la Commission sur l'importance des services d'intérêt général pour la construction européenne et les mesures réellement proposées.

Les 12 leviers recensés dans le cadre de l'"Acte pour le marché unique" ne retiennent pas les SIG parmi les priorités d'actions législatives (voir bulletin 279). Pourtant la demande en avait été clairement exprimée par le Parlement européen, le Comité des régions, le Conseil économique et social européen la Confédération européenne des syndicats, le CEEP, le CELSIG et les principales organisations de la société civile. Elle aurait été l'occasion de donner un signal politique fort aux citoyens européens, au moment où tous soulignent la nécessité de les réconcilier avec la construction européenne.

Dans le même temps, le Commissaire à la concurrence persiste dans son intention d'adopter les nouvelles règles de financement des compensations d'obligation de service public par des décisions de la seule Commission, ce que certes le traité permet (article 106 TFUE), mais qui ne tient pas compte de la possibilité désormais ouverte par le traité de Lisbonne d'employer la "procédure législative ordinaire", c'est-à-dire d'associer pleinement le Parlement européen et les Parlements nationaux, ce qui aurait donné beaucoup plus de légitimité politique à des règles que vont devoir appliquer des dizaines de milliers d'autorités publiques nationales et locales dans toute l'UE. (Voir également ci-dessous "paquet Altmark").

Même s'il ne faut pas exonérer le Conseil de sa responsabilité, la Commission européenne fait fausse route. Elle n'assume pas ses responsabilités de promouvoir l'intérêt général communautaire et de veiller à l'application des traités, ce qui suppose, en particulier, d'apporter des réponses claires aux demandes sociales.

P. Bauby, J-C. Boual, K. Varin

## Aides d'Etat : révision du "paquet Altmark"

Lors de la réunion de l'Intergroupe parlementaire "Services publics", le 4 mai 2011, en présence d'un représentant du commissaire en charge de la concurrence venu présenter la communication adoptée par la Commission européenne le 23 mars 2011 pour lancer le débat sur la révision du "paquet Altmark" sur les compensations d'obligation de service public en faveur des SIEG (voir bulletin 277/278), la plupart des participants ont exprimé de vives critiques. Une critique très forte a porté sur la base juridique retenue par la Commission, l'article 106.3 TFUE qui lui donne le pouvoir de décision en toute méconnaissance de l'apport de l'article 14 TFUE du traité de Lisbonne qui prévoit la co-décision Commission, Conseil, Parlement en matière de SIEG. (Voir également ci-dessus).

## SIG et cohésion territoriale

Dans un avis du 31 mars/1er avril 2011 (COTER-V-011), le Comité des Régions se prononce sur le 5ème rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale, .../...

## SIG: Responsibilities to shoulder

The recent pronouncements by the College of Commissioners on the issue of services of general interest are rather worrisome and underlie the contradiction between the general rhetoric of the Commission on the importance of services of general interest in the European construction and actual measures proposed.

The 12 leverages singled out under the "Single Market Act" do not include SGI among the legislative actions priorities (see bulletin 279). Yet the demand in that direction was clearly expressed by the European Parliament, the Committee of the Regions, the European Economic and Social Committee, the European Trade Union Confederation, the CEEP, the CELSIG and all key civil society organisations. This would have been an opportunity to give a strong political signal to European citizens, at the time when everyone stresses the need to reconcile them with the European construction.

At the same time, the Competition Commissioner persists in his intention to adopt the new funding rules for compensation for public service obligation through the decisions of the Commission alone which, certainly, the treaty (Article 106 TFEU) provides for, but which does not take into consideration the possibility, henceforth opened by the Treaty of Lisbon, to apply the "ordinary legislative procedure", in other words to fully involve the Parliament and the national parliaments, which would have given much more political legitimacy to the enforcement of rules that tens of thousands of national and local authorities throughout the EU will have to implement. (see also below "Altmark package").

Even though one should not absolve the Council of its responsibility, it is clear that the European Commission is taking a wrong direction. It is not assuming its responsibilities to promote the general community interest and ensure the implementation of treaties, which implies, in particular, providing clear answers to social demands.

P. Bauby, J-C. Boual, K. Varin

## State aid: revision of the "Altmark package"

During the meeting of the "Public Services" Parliamentary Intergroup held on May 4<sup>th</sup>, 2011, in the presence of a representative of the Commissioner in charge of competition who came to present the Communication adopted by the European Commission on March 23<sup>rd</sup> 2011 to launch the debate on revision of the "Altmark package" on the compensation of public service obligation in favour of SGEI (see bulletin 277 / 278), most participants expressed strong criticisms. A particularly stern criticism focused on the legal basis retained by the Commission, Article 106.3 TFEU, which grants it decision-making powers with regard to SGEI, in breach of the provision of Article 14 TFEU Lisbon Treaty which provides for the co-decision Commission, Council and Parliament. (see also above).

## SIG and territorial cohesion

In a notice dated 31<sup>st</sup> March/1<sup>st</sup> April 2011 (COTER-V-011), the Committee of the Regions gives its decision on the fifth report on economic, social and territorial cohesion, .../...

qui doit servir de base à la politique de cohésion après 2013. On retiendra notamment qu'il "regrette l'absence de référence [...] aux Services d'Intérêt Général (SIG) alors que le lien intrinsèque entre leurs missions et la cohésion territoriale est explicitement reconnu dans l'article 14 TFUE et le protocole 26 annexé au Traité de Lisbonne". Il "réitère dès lors sa demande que l'impact territorial des politiques de l'Union sur les SIG fasse l'objet d'évaluations ex ante et ex post".

<http://www.cor.europa.eu/pages/PressTemplate.aspx?view=detail&id=b0a92bb4-7fbd-4cea-aade-1cf0a26429aa>

## Cour de Justice

**Appréciation de la conformité du droit national par la Commission :** Dans un arrêt T-33/09, du 29 mars 2011, le Tribunal annule une décision de la Commission européenne portant sur la conformité au droit communautaire d'une loi nationale prise par le Portugal en exécution d'un arrêt de la Cour constatant un manquement d'Etat. Le Tribunal dit qu'il n'appartient pas à la Commission de vérifier si le nouveau régime juridique mis en place constitue une transposition adéquate du droit communautaire (79), d'autant plus qu'au cours de leurs discussions, les deux parties ne s'accordaient pas sur ce point (86). "Trancher une telle question reviendrait à apprécier la compatibilité de la [nouvelle] loi avec le droit communautaire, ce qui requiert une analyse juridique complexe, qui va largement au delà d'un contrôle de pure forme (87). Or la détermination des droits et obligations des Etats membres et le jugement de leur comportement ne peuvent résulter que d'un arrêt de la Cour au titre des articles 226 CE à 228 CE" (88)

Le Tribunal rejette "la thèse avancée par la Commission qui consiste à soutenir qu'il convient de lui accorder une plus grande marge d'appréciation en ce qui concerne l'exécution d'un arrêt rendu par la Cour en application de l'article 222, paragraphe 2, CE, [cela] aurait pour conséquence que, à la suite de la contestation par un Etat membre devant le Tribunal d'une appréciation allant au delà des termes mêmes du dispositif de l'arrêt de la Cour, celui-ci serait inévitablement amené à se prononcer sur la conformité de la législation nationale avec le droit communautaire. Or une telle appréciation relève de la compétence exclusive de la Cour et non de celle du Tribunal" (90)

**Accès du public aux informations des institutions :** Dans un arrêt T-233/09, du 22 mars 2011, le Tribunal annule une décision du Conseil du 26 février 2009 refusant l'accès à certaines informations relatives à une procédure législative en cours. Il rappelle que l'accès du public à l'intégralité des documents du Conseil constitue un droit et un principe, surtout dans le cadre d'une procédure où les institutions agissent en qualité de législateur, et que l'exception prévue par le règlement 1049/2001 article 4 doit être dûment justifiée. Ce droit se rattache au caractère démocratique des institutions et consacre l'accès le plus large possible du public. En l'occurrence, le Conseil n'a pas démontré que son refus de communiquer certaines informations qui auraient permis d'identifier les Etats membres auteurs des différentes propositions contenues dans une note relative à la proposition de règlement relatif à l'accès du public aux documents du Parlement, du Conseil et de la Commission aurait porté une atteinte grave à son processus décisionnel.

## Nouveau site CELSIG

Nous vous invitons à visiter le site web du CELSIG [www.celsig.org](http://www.celsig.org) qui a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 275 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale. Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

which is to serve as the basis for the cohesion policy after 2013. It will be noted, in particular, that it "regrets the lack of reference [...] to Services of General Interest (SGI), while the intrinsic link between their missions and the territorial cohesion is explicitly recognized in Article 14 and in Protocol 26 TFEU annexed to the Treaty of Lisbon." It "therefore reiterates its request that the territorial impact of EU policies on SGI be subject to ex ante and ex post evaluation".

<http://www.cor.europa.eu/pages/PressTemplate.aspx?view=detail&id=b0a92bb4-7fbd-4cea-aade-1cf0a26429aa>

## Court of Justice.

**Assessment of the compliance of a national law by the Commission:** In a judgement T-33/09 of 29<sup>th</sup> March 2011, the Court annulled a decision by the European Commission concerning the compliance of a national law made by Portugal with the Community law, pursuant to a judgement of the Court establishing a breach of State under Community law. The Tribunal said that it was not for the Commission to verify whether the new established legal system of rules constitutes an adequate transposition of Community law (79), especially that during their discussions, the two parties remained in disagreement on this point (86). "Deciding on such an issue would amount to assessing the compatibility of the [new] Law with the Community law, which requires a complex legal analysis that goes far beyond a formal review (87). Yet, the rights and duties of Member States may be determined and their conduct appraised only by a judgement of the Court of Justice under Articles 226 EC to 228 EC (88)".

The Court rejected "the argument put forward by the Commission, which consists in claiming that greater discretion should be granted to it in relation to the enforcement of a judgment delivered by the Court of Justice under Article 228(2) EC, [which] would have the consequence that, when a Member State challenges before the General Court an assessment by the Commission that goes beyond the actual terms of the operative part of the judgement of the Court of Justice, the General Court would, inevitably, be required to make a ruling on the compliance of national legislation with Community law. Such an appraisal falls within the exclusive jurisdiction of the Court of Justice and not that of the General Court."(90)

**Public access to institutions' information:** In a judgement T-233/09 of 22<sup>nd</sup> March, 2011, the Court annuls a decision of the Council dated 26<sup>th</sup> February 2009 denying access to certain information relating to an ongoing legislative process. It recalled that public access to the totality of Council documents is a right as well as a principle, especially in the context of a procedure whereby institutions act in their capacity of a legislator, and that the exception provided for under Regulation 1049 / 2001 Article 4 shall be duly justified. This right is linked to democratic aspect of these institutions and dedicates access to the largest possible public. In the case at hand, the Council has failed to demonstrate that its refusal to disclose certain information that could have enabled the identification of Member States that were the authors of the various proposals contained in a note concerning a Regulation proposal regarding public access to records of the Parliament, the Council and the Commission would seriously undermine its decision-making.

## New site for CELSIG

You are invited to visit our new CELSIG, [www.celsig.org](http://www.celsig.org), website which has undergone dramatic renovation. It includes, in particular, an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 275 past issues of the News Europe bulletin, and offering two approaches, sectorial and transversal. This unique tool places at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Pour recevoir par e-mail. *To receive by E-mail* [www.celsig.org](http://www.celsig.org)